

Une source majeure de tension permanente (2eme partie)

Par Mostefa Zeghlache

En effet, le juteux marché des armes dans le monde est un secteur où les Etats-Unis sont, de loin, le plus gros exportateur avec près de 30% des transferts d'armes classiques (en valeur). De même, ils fournissent des armes à plus de 170 pays, à leur tête Israël, suivi des monarchies du Golfe. Entre 2012 et 2016, ils ont augmenté leurs exportations de 21%. Le lobby de l'armement est aussi puissant que celui de la NRA pour les armes destinées au marché interne. Il est clair que le Mena est aujourd'hui l'un des marchés les plus importants pour les Etats-Unis.

En témoigne le sommet qui avait réuni, à Riyad, les 20 et 21 mai 2017, Donald Trump avec des leaders du monde musulman. Outre le communiqué d'usage en pareil évènement, le sommet s'est achevé par des contrats d'un montant de 380 milliards de dollars dont 110 de ventes militaires à l'Arabie Saoudite ! C'est dire la «bonne affaire commerciale» réalisée par Trump lors de ce premier déplacement dans la région(15) qui illustre le sens réel de l'intérêt américain pour cette région.

La conviction de Trump le «commerçant» est claire : les dirigeants arabes ne doivent la survie de leurs régimes répressifs qu'à l'assistance américaine. Ce service doit être payé à l'Amérique et il le fait entendre bruyamment.

«Il y a des pays très riches au Proche-Orient. Il faut qu'ils fassent des contributions majeures. Ils ne l'ont pas fait autant qu'ils le devraient.»

C'est pour cela qu'«ils doivent relever énormément leur effort financier, pas un peu, mais énormément».(16)

Outre les proches et les hauts gradés militaires, Trump est entouré d'un certain nombre de hauts fonctionnaires chargés directement des questions politico-sécuritaires, notamment au Mena. Parmi ces derniers, citons John Robert Bolton nommé conseiller à la sécurité nationale le 22 mars 2018 et entré en fonction le 9 avril. Né en 1948 à Baltimore, il a notamment été ambassadeur aux Nations unies en 2005-2006, lui qui est connu pour être un détracteur particulier de cette institution.

Proche des néoconservateurs tout en demeurant un républicain de la droite nationaliste, Bolton a été un des signataires de la lettre Project for the New American Century en 1998, lettre dont les signataires appelaient Bill Clinton à renverser Saddam Hussein. Il est aussi connu pour être un farouche partisan de l'intervention américaine en Irak et ardent défenseur du concept de guerre préventive si cher à George W. Bush et à Donald Trump. Il avait déclaré soutenir une guerre contre la Corée du Nord et le changement des régimes tant à Téhéran qu'à Pyongyang. Pour Colin Kahl et Jon Wolfsthal, anciens de l'équipe Obama dans Foreign Policy, Bolton représente «une menace pour la sécurité nationale».(17) Ils dénoncent son penchant va-t-en-guerre.

A la tête de l'appareil diplomatique, le nouvel homme fort s'appelle Michael Richard Pompeo, dit Mike Pompeo, un militaire, avocat, homme d'affaires et politique américain membre du Parti républicain. Né le 30 décembre 1963 à Orange (Californie), il avait été nommé directeur de la CIA le 18 novembre 2016.(18) Sa nomination avait été largement critiquée car il aurait déclaré au sujet de la CIA qu'il la désirait plus «agressive, brutale, impitoyable, implacable» ! Il est aussi connu pour être un partisan des prisons secrètes de la CIA démantelées par Obama dont il avait critiqué la décision. Confirmé à ce poste par le Sénat, il a pris ses fonctions le 23 janvier 2017. Selon Human Rights Watch, il aurait tenu des propos discriminatoires à l'égard des «musulmans américains et des femmes» et soutenu le rôle de la NSA dans l'espionnage de masse.

Par ailleurs, Pompeo ne cache pas son opposition à tout dialogue avec l'Iran et est aussi opposé que Trump à l'accord sur le nucléaire iranien. Ces «qualités» n'ont pas dérangé le président Trump qui l'a proposé au poste de secrétaire d'Etat le 13 mars 2018, en remplacement de Rex Tillerson jugé «mou» à l'égard de Téhéran. Il a été confirmé par le Sénat le 26 avril 2018.

L'autre pilier de la politique sécuritaire extérieure américaine actuelle, notamment au Mena, est la directrice de la centrale du renseignement CIA, Gina Haspel. Cadre de l'Agence, âgée de 61 ans, elle est réputée pour être spécialiste des opérations clandestines de la CIA qui avait créé des prisons secrètes «black sites» où l'on pratiquait la torture interdite depuis 2009. Elle en avait géré une située en Thaïlande. Confirmée par le Sénat le 17 mai 2018, elle remplace Pompeo à la tête de la CIA et devient la première femme à occuper ce poste sensible. Son passé la suit au point où, en Europe, une ONG avait, en juin 2017, «demandé au parquet allemand d'émettre un mandat d'arrêt international contre Gina Haspel pour son rôle dans l'utilisation de la torture comme méthode d'interrogatoire».(19)

Sa candidature avait été fortement critiquée par Human Rights Watch et l'American Civil Liberties Union. Comment évoquer l'équipe chargée des relations extérieures et sécuritaires avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sans citer l'énigmatique Michael D'Andrea ou Monsieur Iran ? Chargé en 2017 par Trump d'être le nouveau coordinateur des «opérations iraniennes» à la CIA, il avait intégré la CIA en 1979, mais ce n'est qu'en 2015 que sa véritable identité avait été révélée au grand public par un journaliste du New York Times. Auparavant, il était connu sous les pseudonymes et sobriquets de «Prince des Ténèbres» (Dark Prince), «Le Loup» (The Wolf) et même «L'Ayatollah Mike» ! Ces «titres», il les avait obtenus pour sa longue «expérience» dans la lutte antiterroriste, il aurait contribué à l'opération qui avait abouti à l'élimination d'Oussama Ben Laden au Pakistan, le 2 mai 2011. Il avait aussi dirigé les opérations de drones de la CIA à travers le monde. Sa grande particularité est qu'il s'agit d'un... musulman pratiquant ! Il aurait embrassé l'Islam en épousant Faridah Currimjee, une jeune femme musulmane d'origine indienne issue d'une riche famille mauricienne originaire du Gujarat, en Inde. Auparavant, il était directeur du Centre de lutte antiterroriste de la CIA ou CIA's Counterterrorism Center (CTC). Sa nomination par Trump comme coordonnateur des questions sur l'Iran «a été considérée dans le milieu du renseignement américain comme un signal de renforcement de la confrontation avec Téhéran». Il vient donc renforcer l'équipe qui mène actuellement la campagne, en coordination avec Israël, contre l'Iran, notamment depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien le 8 mai 2018.

Si les hommes et les femmes dont s'entoure le président Trump sont un indicateur éloquent de la voie qu'il entend suivre en matière de relations et de sécurité extérieures, l'aspect stratégique de cette démarche est soutenu par un ensemble de référents idéologiques et conceptuels que lui fournissent les différents départements et collaborateurs dans des documents analytiques et de prospective en premier lieu desquels figurent le rapport quadriennal du Centre national du renseignement (CNR) et la Stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy ou NSS).

Le plus récent rapport du CNR date de janvier 2017. Il est intitulé «Global Trends : Paradox of progress» ou, en langue française, «Le Monde en 2035 vu par la CIA. Le paradoxe du progrès».(20) Dans la partie réservée au Mena, le rapport estime que cette région est condamnée à ne connaître durablement et profondément que la «violence à grande échelle, les guerres civiles, les vides institutionnels et les crises humanitaires».

Les raisons en sont nombreuses selon le rapport qui évoque le «sectarisme» chiite-sunnite, l'absence de démocratie avec la conservation par les dirigeants du pouvoir par la force, auxquels s'ajoutent les difficultés économiques et sociales, le terrorisme, l'effondrement de l'Etat dans certains pays comme le Yémen, voire les armes de destruction massive que le rapport lie à l'Iran et aux groupes terroristes. Une telle vision éclaire sur la perception que les Etats-Unis ont de l'avenir du Mena, exception faite pour Israël, bien évidemment. L'autre document qui révèle la nature de la politique américaine au Mena sous la présidence de Donald Trump est la Stratégie de sécurité nationale.

Sous le slogan «L'Amérique d'abord !» (America First !), le président Trump présentait, le 19 décembre 2017, la nouvelle «Stratégie de sécurité nationale». (21) S'agissant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la stratégie suggère essentiellement la lutte contre le terrorisme dit islamiste, en particulier l'Etat Islamique et Al-Qaïda et l'Iran avec pour corollaire une implication directe ou indirecte américaine dans toutes les tensions politico-sécuritaires de la région, qu'elles aient lieu en Irak, en Syrie, au Yémen, en Irak, en Libye, en Egypte ou ailleurs dans la région Mena.

La stratégie politique du président Trump a bouleversé beaucoup de certitudes et de pratiques dans les relations internationales, notamment au Mena. Outre les conflits et tensions prévalant encore en Syrie, en Irak et au Yémen, cette stratégie se singularise particulièrement par l'approche américaine inédite à l'égard du programme nucléaire iranien et de la question palestinienne.

En effet, les derniers développements intervenus récemment dans les dossiers de l'accord international sur le programme nucléaire iranien et la question palestinienne avec le transfert de l'ambassade américaine à El-Qods sont des signes tangibles du virage dangereux que prend la politique américaine au Moyen-Orient avec les retombées imprévisibles sur l'avenir de la région.

Dans les deux cas, il s'agit de promesses électorales que Trump pouvait moduler à la réalité du moment une fois élu, comme le font la plupart des hommes politiques. Mais cela ne semble pas lui convenir. Il préfère camper sur des engagements électoraux quand bien même ils ne tendent pas à servir la paix et la sécurité internationales, ou encore moins, à favoriser la recherche de solutions politiques négociées et réalistes aux difficultés du Mena.

S'agissant des relations des Etats-Unis avec l'Iran, les difficultés ne datent pas d'aujourd'hui. Pour rappel, en 1953, les Etats-Unis avaient organisé, en connivence avec la Grande-Bretagne, un coup d'Etat pour renverser le Premier ministre Mohammed Mossadegh qui avait nationalisé le secteur pétrolier iranien.

Le coup d'Etat avait permis le retour sur le trône de leur allié, le Shah Muhammad Reza Pahlavi. La chute de ce dernier suite à la révolution de 1979 avait sonné le glas des relations irano-américaines restées tendues jusqu'à l'arrivée de Barack Obama dont les efforts avaient abouti à la signature de l'accord de 2015, remis en cause unilatéralement par Donald Trump en 2018 avec réintroduction des sanctions économiques contre l'Iran.

Certains pourraient croire que ces sanctions datent de la révolution iranienne. En fait, elles ont été instituées par l'Iran-Libya Sanctions Act de 1996 qui interdisait tout investissement supérieur à 40 millions de dollars dans le domaine pétrolier et alourdi en 2007 par des mesures dans les domaines bancaire et financier. Certaines de ces sanctions sont en relation avec le programme nucléaire iranien et s'ajoutaient à celles imposées par l'Union européenne et le Conseil de sécurité, avant l'accord de 2015. La signature de l'accord en juillet 2015 avait pour contrepartie la levée progressive de ces sanctions et le maintien du contrôle du caractère civil et pacifique du programme iranien.

Mais le retrait américain unilatéral de cet accord envisagé depuis la campagne électorale de Trump — il s'agit pourtant bien d'un accord international multilatéral et qui a été «béné» par le Conseil de sécurité, donc la communauté internationale — remet en cause un processus de contrôle international longuement négocié par sept pays dont cinq sont membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies avec l'implication de l'AIEA.

Cette dernière a déclaré que l'Iran respectait ses engagements. Mais rien n'y fait, et le 8 mai 2018, Trump annonçait le retrait de son pays d'un accord pourtant signé par son prédécesseur président des Etats-Unis.

Ainsi et au grand bonheur d'Israël, des sionistes, des propagandistes évangélistes et de l'appareil militaro-industriel, Trump s'avère, plus qu'aucun autre chef d'Etat américain avant lui, partisan de la «tension à outrance» contre l'Iran. En réalité, le retrait de l'accord ne profite qu'à Israël et, subsidiairement, aux monarchies arabes du Golfe. A ce sujet, le génocidaire Netanyahu a parlé de «décision courageuse» (de Trump) et le gouvernement saoudien a publié un communiqué indiquant que «le royaume soutient et salue les démarches annoncées par le président américain en vue d'un retrait de l'accord nucléaire».

Réagissant à la décision américaine, le président iranien estime que «les Etats-Unis ont toujours montré qu'ils ne respectaient jamais leurs engagements» et a menacé de la reprise possible du programme d'enrichissement de l'uranium sans limites par son pays si les autres pays signataires ne donnaient pas suffisamment de garanties à son pays pour demeurer dans l'accord.

Dans un contexte de «guerre» psychologique, le nouveau secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, s'est empressé de révéler les menaces de Washington à l'encontre de l'Iran en égrenant, le 21 mai, 12 «conditions» (20) préalables pour conclure un nouvel accord nucléaire avec ce pays. Ces conditions, qui sont, à l'évidence, politiques et ne concernent le programme nucléaire que comme alibi, ont été rejetées par les autorités iraniennes et critiquées par les autres signataires que sont la Russie, la Chine et l'Union européenne. Les trois principaux pays de l'Union (23), à savoir la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, se sont engagés à poursuivre la mise en œuvre de l'accord de 2015 tant que l'Iran respecte ses engagements.

Pour sa part, l'ancien président Obama est sorti de sa réserve et a déclaré : «Je pense que la décision de mettre le JCPOA en danger sans aucune violation de l'accord de la part des Iraniens est une grave erreur.» Obama sait qu'au-delà du programme iranien, c'est son legs politique qui est visé.

Eu égard aux récents événements survenus en relation avec le retrait américain de l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire iranien, la tension est montée d'un cran dans la région et nul ne pourrait prévoir l'évolution de la conjoncture au Mena, non seulement en raison de l'attitude américaine, mais aussi s'agissant des hostilités irano-saoudiennes et de l'aventurisme guerrier d'Israël. L'autre question qui illustre le haut degré de «dangerosité» de la politique poursuivie par Trump au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est la question palestinienne pour laquelle le président Trump et son Administration ont franchi le Rubicon en défiant le reste de la planète, à l'exception d'Israël.

Nul besoin de remonter l'Histoire jusqu'à la Déclaration du 2 novembre 1917 de Lord Balfour, soutenant l'établissement d'un «foyer national juif» en Palestine, pour comprendre la question palestinienne et la responsabilité de l'Occident, hier la Grande-Bretagne en tête, aujourd'hui les Etats-Unis et Israël, dans la mise en œuvre et la persistance de ce drame, notamment depuis la création de l'Etat hébreu, il y a 70 ans.

A l'occasion de la Nekba (catastrophe) et comme chaque année, les Palestiniens, en particulier ceux de Gaza, manifestent pacifiquement devant

la frontière avec l'entité sioniste, la frontière la plus militarisée au monde.

Cette année et en seulement 2 mois, près de 130 civils palestiniens ont été tués par l'armée israélienne et les colons. Les manifestations ont atteint leur pic les 14 et 15 mai lors du transfert du siège de l'ambassade américaine⁽²⁴⁾ de Tel-Aviv à El-Qods (Jérusalem) dans les anciens locaux du consulat général américain.

Pour rappel, la date de ce transfert, prévue initialement par Trump dans le courant de 2019, avait été volontairement avancée pour la faire coïncider avec celle de la création de l'entité sioniste. Et lorsqu'en février passé il l'avait su, le génocidaire Netanyahu avait tweeté : «Cela fera du 70e anniversaire de l'indépendance une célébration nationale encore plus belle.» «Merci, président Trump pour votre leadership et votre amitié.»⁽²⁵⁾ Lors de la cérémonie d'inauguration, il a notamment déclaré : «Ceci est un moment d'Histoire.

Président Trump, en reconnaissant ce qui appartient à l'Histoire, vous avez écrit l'Histoire.» Et quelle histoire ! La décision américaine du transfert de l'ambassade relève d'une loi (Jerusalem Embassy Act) votée par le Congrès en 1995 et qui avait fixé au 31 mai 1995 la date limite pour son application.⁽²⁶⁾

Cependant, alors que ses prédécesseurs ont différé, depuis plus de 20 ans, l'application de cette loi en signant, tous les 6 mois, une dérogation spéciale estimant que la solution de la question de Jérusalem devrait être l'aboutissement de négociations palestino-israéliennes, Trump est passé outre. C'est le 6 décembre 2017, dans un discours prononcé à la Maison-Blanche, que Trump avait annoncé la reconnaissance de Jérusalem capitale de l'entité sioniste, «conformément» à son engagement électoral y afférent et en «application» de la loi votée à cet effet par le Congrès.

Violant la légalité internationale qui réservait le statut définitif de la Ville Sainte aux négociations palestino-israéliennes, Trump ne prend en considération qu'une prétendue loi israélienne inique datant du 30 juillet 1980 et déclarant «Jérusalem entière et unifiée, capitale d'Israël».⁽²⁷⁾

Cette loi, votée dans le sillage de la défaite arabe dans la Guerre des 6 jours de juin 1967, qui avait permis à l'entité sioniste d'occuper la ville. C'est au nom de cette légalité internationale que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a voté le 18 mai l'envoi d'une commission d'enquête internationale qui devra faire un rapport avant mars 2019 sur «toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire» à Jérusalem-Est et Gaza «dans le contexte des assauts militaires menés lors des grandes manifestations civiles qui ont commencé le 30 mars 2018», y compris ceux qui pourraient relever de «crimes de guerre».⁽²⁸⁾

Cette décision a été critiquée par les autorités israéliennes et américaines qui laissent entendre que ses résultats seront simplement ignorés. Dans ce contexte, il est difficile de croire un instant que le président Trump et son administration aient la moindre intention de contribuer, en tant que partenaire crédible et fiable, au règlement équitable et conforme à la légalité internationale de la question palestinienne. C'est ce que ne cessent de dire et de répéter les dirigeants palestiniens, notamment depuis le transfert de l'ambassade américaine à El-Qods.

En effet, comment alors peut-on croire un instant le président Trump lorsqu'il «s'est vanté de pouvoir résoudre le conflit israélo-palestinien» et qu'il serait «en mesure de faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'a fait», à savoir conclure ce qu'il a désigné comme «l'accord ultime»⁽²⁹⁾ ? Et peut-on parler d'«accord du siècle» ou d'«accord ultime» américain pour résoudre le conflit israélo-palestinien, voire le conflit israélo-arabe comme le prétendent certains médias américains et israéliens dont le Times of Israël ou la chaîne TV Hadashot sachant que ce projet ne se baserait pas sur le tracé frontalier d'avant 1967, ne démantèlerait aucune colonie sauvage, ignorerait le droit au retour des Palestiniens en exil et considérerait Jérusalem capitale exclusive d'Israël alors que les Palestiniens devraient accepter la petite ville d'Abu Dis, à 4 km à l'est d'El-Qods, comme capitale ? Le projet dit «accord de Kushner» ne satisfait en fait que les dirigeants sionistes qui misent sur son échec programmé pour en faire endosser la responsabilité aux Palestiniens. Il ne tient même pas compte du minimum «vital» qu'était le plan de paix arabe de 2002, parrainé par l'Arabie Saoudite, et qui préconisait une normalisation des relations israélo-arabes en échange d'un retrait complet des territoires arabes occupés en 1967.

Pour parvenir à leurs fins, les dirigeants américains et israéliens misent sur la complicité de certains Etats arabes, l'Arabie Saoudite en premier, pour faire pression sur les dirigeants palestiniens à travers leur assistance financière. La trame d'une telle démarche est de faciliter le rapprochement entre Israël et certains pays arabes sunnites du Golfe dans leur «croisade» commune contre l'Iran.

Mais percevoir la question nationale palestinienne sous cet angle, c'est méconnaître et mépriser la légitimité de la résistance nationale palestinienne depuis la Déclaration Balfour, voire avant. C'est surtout faire le jeu des dirigeants sionistes que la paix par la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien n'a jamais intéressés. Pire, elle les préoccupe. Ils sont surtout convaincus que l'actuelle Administration américaine répondra favorablement à toutes leurs exigences, comme le souligne Eran Etzion, un ancien membre du ministère des Affaires étrangères israélien qui estime qu'«Israël a les mains bien plus libres que par le passé. Il se sent assez en confiance pour poursuivre ses politiques existantes, sachant que Trump ne se placera pas en travers de son chemin».

Quelle alternative reste-t-il aux Palestiniens pour faire valoir leurs droits, autre que la résistance, y compris armée ? Trump, Netanyahu et leurs gouvernements ne leur laissent pas le choix et sont responsables du chaos qui prévaut au Mena et dont la question palestinienne est et demeure la pierre angulaire. Car tant Netanyahu que Trump et la majorité des Républicains ne reconnaissent que la violence politique, armée ou autre comme moyen de négociation à l'image de ces élus républicains du Congrès américain qui, à la fin d'avril 2017, ont créé un groupe (caucus) baptisé «Israël Victory». Comme Netanyahu et Trump, ils sont convaincus «qu'Israël est victorieux dans la guerre et que ce fait doit être reconnu si on veut aboutir à la paix entre Israël et ses voisins». Peut-on parler de stratégie américaine pour la paix et la démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? La réponse négative s'impose d'elle-même.

Ainsi donc, à travers l'examen succinct de deux questions qui constituent des repères fondamentaux pour comprendre les différents soubresauts de la région du Mena, à savoir le dossier nucléaire iranien et la question palestinienne, on a pu déceler à quel point la stratégie américaine au Mena constitue véritablement une source de tension permanente pour toute la région. Les drames qui se déroulent tant en Irak, en Syrie et qu'au Yémen ne diffèrent fondamentalement en rien du drame palestinien et s'ajoutent à la question iranienne comme sources de déstabilisation régionale.

La stratégie américaine au Mena varie peu d'une Administration à l'autre. Elle a pour fondement cette déclaration d'Henry Kissinger en 2012⁽³⁰⁾ qui disait : «Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlerez le peuple, contrôlez la monnaie et vous contrôlerez le monde.» Le pétrole, la nourriture et l'argent s'ajoutent à la force armée pour constituer désormais les supports-clés de la stratégie de domination américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'Occident, à travers les Etats-Unis d'Amérique, peut se targuer de ne pas se tromper en approuvant les sinistres prévisions du Conseil national du renseignement américain estimant que l'avenir du Mena signi-

fie «la violence à grande échelle, les guerres civiles, les vides institutionnels et les crises humanitaires».

Le Mena est aujourd'hui le terrain de prédilection des régimes autoritaires qui s'inscrivent dans une perspective de durée défiant l'éternité et les organisations terroristes qui exploitent tant la misère que l'absence de perspectives démocratiques pour les peuples de la région. Le Printemps arabe était un cri de détresse de ces peuples qui réclamaient, outre le pain, la dignité, la liberté et la démocratie.

Un cri qui n'a pas été entendu par l'ensemble des dirigeants des pays du Mena, sans exception, et leurs alliés occidentaux qui font mine d'oublier que l'Histoire risque parfois de se répéter.

M. Z.

Webographie

15- <https://info.arte.tv/fr/le-commerce-des-armes-se-porte-bien>

16- <https://www.tsa-algerie.com/%E2%80%8Btrump-les-arabes-doivent-payer-enormement-plus-pour-contrer-liran>

17- <http://www.45enord.ca/2018/03/trump-met-sa-politique-etrangere-dans-les-mains-des-va-t-en-guerre>

18- <https://alencontre.org/moyenorient/lempire-et-le-moyen-orient-a-lage-de-trump.html>

19- <http://www.france24.com/fr/20180313-gina-haspel-prisons-clandestines-directrice-cia-black-site-torture-trump>

20- Lire à ce sujet notre contribution «Perspectives internationales : la C.I.A et le monde en 2035» in Le Soir d'Algérie du 23.06.2018

21- Lire à ce sujet notre contribution «La nouvelle stratégie de sécurité nationale version Trump : néo-impérialisme ou réalisme impérial» in Le Soir d'Algérie du 22.01.2018

22- <https://www.nouvelobs.com/monde/l-amerique-selon-trump/20180521.OBS6968/nucleaire-iranien-les-12-conditions-draconiennes-des-etats-unis-pour-un-nouvel-accord.html>

23- <https://www.lacroix.com/Monde/Face-politique-Donald-Trump-Union-europeenne-gronde-mal-reagir-2018-05-1714>

24- <http://www.lefigaro.fr/international/2018/02/24/01003-20180224ARTFIG00152-israel-le-transfert-de-l-ambassade-americaine-a-jerusalem-avance-a-mai.php>

25- <https://www.bfmtv.com/international/les-etats-unis-inaugurent-officiellement-leur-ambassade-a-jerusalem-1445131.html>

26- <https://www.bfmtv.com/international/transfert-de-l-ambassade-americaine-a-jerusalem-trump-a-applique-un-vote-vieux-de-20-ans-1445375.html>

27- <https://actualitserlande.wordpress.com/2017/12/08/les-cles-du-moyen-orienta-relire-en-lien-avec-lactualite-jerusalem-une-ville-divisee-chargee-de-symboles-par-herve-amiot/>

28- https://www.lemonde.fr/international/article/2018/05/19/violences-a-gaza-le-conseil-des-droits-de-l-homme-de-l-onu-lance-une-enquete_5301601_3210.html

29- <http://www.middleeasteye.net/reportages/que-contient-l-accord-du-si-cle-de-trump-la-r-ponse-est-d-j-sous-nos-yeux-1515330698>

30- [https://reseauinternational.net/les-incroyables-predictions-dhenry-kissinger/\(février 2012\).](https://reseauinternational.net/les-incroyables-predictions-dhenry-kissinger/(février 2012).)